



POINT DE VUE SECRET BANCAIRE

«Il faut punir les banquiers suisses»



Jeune économiste français de 27 ans, **Gabriel Zucman** propose d'imposer une taxe de 30% sur les exportations suisses pour contraindre Berne à abolir le secret bancaire.

Texte **ROBERT HABEL**

Dans un livre choc qui vient de paraître, *La richesse cachée des nations* (Ed. du **Seuil**), Gabriel Zucman s'attaque vigoureusement aux paradis fiscaux, qu'il accuse de favoriser les ultrariches au détriment de l'immense majorité des habitants du monde. Sa cible centrale: les banques suisses. Entretien à Paris.

Vous dites que la Suisse vole la fortune du monde et qu'il faut la punir.

Ce n'est pas la Suisse qu'il faut punir, mais certains banquiers suisses, malhonnêtes, qui aident leurs clients à frauder le fisc de leur pays. A cause du secret bancaire, la plupart de l'argent déposé par des étrangers n'est pas déclaré. Je veux simplement que les banques suisses soient soumises aux mêmes règles que les banques européennes ou américaines.

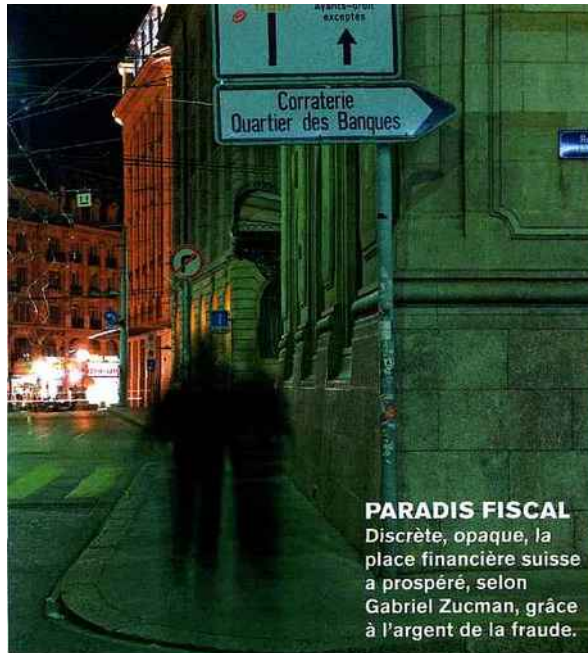
Pour tout contrôler, vous proposez de créer un cadastre

financier mondial. Ce ne serait pas un monstre totalitaire?

Non, pas du tout. Ma proposition phare, c'est d'instaurer un cadastre financier mondial qui recenserait ceux qui possèdent la richesse financière (obligations, actions) dans le monde entier. L'inspiration pour ce cadastre, c'est le cadastre immobilier qui existe dans tous les pays. En France, par exemple, il existe depuis 1791. Il dit qui possède la richesse immobilière. Quand on a créé le cadastre, l'essentiel des richesses étaient immobilières. Il faut étendre la logique du cadastre à la richesse financière. Penser que ça va transformer nos démocraties en monstres totalitaires, c'est absurde.

Pour forcer la Suisse à renoncer au secret bancaire, vous proposez d'imposer des droits de douane de 30% contre les produits suisses exportés dans l'Union européenne.

C'est une menace, mais j'espère qu'il ne sera pas



PARADIS FISCAL

Discrète, opaque, la place financière suisse a prospéré, selon Gabriel Zucman, grâce à l'argent de la fraude.

nécessaire de la mettre en œuvre. Ces droits de douane ne seraient pas arbitraires. Ils correspondent à l'avantage concurrentiel indu dont bénéficient aujourd'hui les banques suisses. Il ne s'agit pas d'une question France contre Suisse.

Mais le secret bancaire suisse n'existe quasiment plus.

Ah si, il est intact. Il n'y a pour l'instant aucun échange automatique d'informations entre la Suisse et les pays européens. Je vous parle de la situation actuelle, fin 2013.

Vous voulez vraiment ruiner la Suisse?

Non, j'aime et j'admire beaucoup la Suisse. Mon livre ne

cible pas la Suisse, mais une partie de l'industrie financière suisse, qui elle-même n'est qu'une petite partie de l'économie suisse. L'industrie financière, c'est 10% du PIB suisse et le secteur concerne par l'aide aux fraudeurs, 3 à 4% environ. Ce n'est rien. La Suisse se remettra très bien de la fin du secret bancaire.

La Suisse n'est pas le seul paradis fiscal.

On exagère la concurrence que les nouveaux paradis fiscaux font subir à la Suisse. Si vous allez à Singapour, à Hong Kong ou dans les Caraïbes, vous verrez que les banques locales sont souvent des filiales des banques suisses. Donc la Suisse continue de jouer un rôle central dans la fraude fiscale.

La fraude fiscale, selon vous, coûte à la France 15 milliards d'euros par année. Par rapport au budget de la France (300 milliards environ), c'est minime.

Dans le contexte actuel où le gouvernement français a le plus grand mal à boucler son budget, ce n'est pas minime. Pour moi, la priorité numéro 1 doit être de récupérer ces 15 milliards. Si l'on pouvait les récupérer, on pourrait baisser les impôts de la grande majorité de la population. **L**

CV EXPRESS

GABRIEL ZUCMAN

Age: 27 ans.

Nationalité: Français.

Fonction: économiste.

Chercheur à l'Université de Berkeley, en Californie, et, dès l'an prochain, professeur à la London School of Economics.

Pourquoi lui? Spécialiste des questions de fiscalité et d'inégalités sociales, il part en guerre contre les paradis fiscaux.

PHOTOS: FRANÇOIS WIVRE/REZO, ÉD. DU SEUIL